

France-Paris: Industry specific software package

OJ S 142/2014 26/07/2014

Contract notice – utilities

Services

Directive 2004/17/EC

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: Réseau ferré de France

National registration number: 412-280-737-00-310

Postal address: 92 avenue de France

Town: Paris

Postal code: 75648 Cedex 13

Country: France

For the attention of: Dominique Vandame

E-mail: contact_bim01@rff.fr**Internet address(es):**General address of the contracting entity: <http://www.rff.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for a dynamic purchasing system) can be obtained from: the abovementioned address**Tenders or requests to participate must be submitted:** the abovementioned address**I.2. Main activity**

Railway services

I.3. Contract award on behalf of other contracting entities

The contracting entity is purchasing on behalf of other contracting entities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting entity**

La consultation a pour objet la fourniture d'un logiciel de reconnaissance des formes géométriques dans un environnement géodésique d'une infrastructure linéaire et prestations associées

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 7: Computer and related services

Main site or place of performance: 92 avenue de France Paris 13ème

NUTS code FR1 Ile-de-France

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with several operators

Number Envisaged maximum number of participants to the framework agreement: 2

Duration of the framework agreement

Duration in months: 40

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un référentiel ayant pour information de base les files de rails et les voies, RFF doit être à même, dans un environnement géodésique, de :

- disposer d'une représentation 3D des voies conformes à leur décomposition en une succession d'éléments géométriques simples ;
- mesurer les distances et les angles (pour les pentes et rampes).

II.1.6. CPV code(s)

48100000 Industry specific software package, 48326000 Mapping software package, 48326100 Digital mapping system, 48328000 Image-processing software package, 48329000 Imaging and archiving system, 48462000 Mathematical or forecasting software package, 48463000 Statistical software package, 48612000 Database-management system, 48614000 Data-acquisition system, 48984000 Graphical user interface (GUI) tools

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Les prestations concernent 4 utilisateurs.

Les prestations consistent en :

- Fourniture des licences nécessaires
- Installation et paramétrage
- Garantie (1 an) et maintenance
- Formation
- Expertise et support

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 40 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Aucun cautionnement ou garantie ne sera exigé.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Les missions qui seront déclenchées dans le cadre de chacun des marchés seront financées sur fonds propres de RFF. Les modalités de paiement seront précisées dans le futur dossier de consultation des entreprises. Le délai de paiement est de 45 jours à compter de la date de réception de la facture. Le paiement sera opéré par virement bancaire. L'unité monétaire est l'euro.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Les candidats se présentent seuls ou en groupement.

La forme du groupement est libre, que le groupement soit solidaire ou conjoint, le mandataire est toujours solidaire de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles.

Les candidatures multiples d'un même candidat se présentant comme mandataires de plusieurs groupements sont interdites.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Le candidat remettra les documents suivants :

1. Les pièces justifiant de l'existence légale de l'entreprise avec le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (ou équivalent).
2. Les formulaires DC ou équivalents listés ci-dessous, disponibles sur le site du ministère des finances à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/index.htm

2.1 Le DC1 (lettre de candidature), constituant à la fois la lettre de candidature et, s'agissant d'une candidature en groupement d'entreprises, la lettre d'habilitation du mandataire par chacun de ses co-traitants. Dans cette dernière hypothèse, le mandataire et les co-traitants signent un DC1 original et en un unique exemplaire.

Le DC1 doit être accompagné de toutes les pièces de nature à prouver que les personnes ayant signé le DC1 sont habilitées à engager l'entreprise.

2.2 Le DC2 (déclaration du candidat). En cas de groupement chacun des co-traitants doit remplir ce document.

2.3 Le DC4 (déclaration de sous-traitance). En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant doit faire l'objet d'une déclaration de sous-traitance.

NB. Les candidats qui sont établis dans un autre État de l'Union européenne que la France doivent :

- fournir les équivalences des attestations susmentionnées suivant les règles de la commande publique dans le pays où ils ont élu domicile ;
- joindre une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent.

Les informations administratives demandées relatives au point III.2.1 seront fournies par les candidats dans un dossier nommé dossier administratif.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Niveau minimum de capacité économique et financière : les candidats doivent justifier pour les trois derniers exercices disponibles d'un chiffre d'affaire global annuel HT minimum de 640 000 EUR.

L'évaluation de la capacité économique et financière représente 25% de la note finale attribuée au candidat.

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

En sus des documents et formulaires demandés au III.2.1 et III.2.3, et au titre de la capacité économique, le candidat devra fournir pour les trois derniers exercices disponibles :

- Le chiffre d'affaire global

- Le chiffre d'affaire concernant le domaine de la consultation

via le questionnaire téléchargeable sur le profil d'acheteur de RFF au lien suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> sous la référence 2014-PNE-XXDSI-003-C. Après avoir cliqué sur l'action "Accéder à la consultation", cliquer sur le lien "en savoir plus sur la consultation" dans la rubrique pièces de la consultation.

Les candidats qui ne sont pas en mesure de présenter les éléments demandés peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen (valable pour les entreprises ayant moins de trois ans d'existence).

Les informations demandées au présent III.2.2, sont à fournir pour un candidat se présentant seul ou pour chaque membre d'un groupement dans la rubrique D1 du formulaire DC2 (ou équivalent).

Dans le cas où un candidat demande la prise en compte de capacités d'autres entreprises (sous-traitance ou entreprise de création nouvelle de moins de 3 ans notamment), le candidat devra fournir ces mêmes renseignements pour les entreprises dont il se prévaut des capacités dans un dossier nommé dossier de capacité économique et financière.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions: L'évaluation de la capacité technique représente 75% de la note finale attribuée au candidat.

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Au titre de la capacité technique, le candidat devra fournir :

- une description de leur organisation, leur périmètre d'activité, des effectifs moyens annuels des 3 dernières années et la présentation et la répartition du ou des profil(s) associé(s) proposé(s) en R&D et Support (25% de la note finale attribuée au candidat),
- la description de sa principale référence détaillée sur les 3 dernières années dont le dimensionnement, le contexte, et les enjeux dans le secteur d'activité Gestion de Réseaux et /ou Transport (25% de la note finale attribuée au candidat),
- la description de sa principale référence détaillée sur les 3 dernières années dans le domaine du SI Géographique pour les expertises nécessaires à l'exécution du marché (25% de la note finale attribuée au candidat).

Le candidat remettra notamment le questionnaire complété pour lequel il devra présenter des informations afin de mesurer sa capacité technique.

Ce questionnaire est téléchargeable sur le profil d'acheteur de RFF au lien suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> sous la référence 2014-PNE-XXDSI-003-C.

Après avoir cliqué sur l'action "Accéder à la consultation", cliquer sur le lien "en savoir plus sur la consultation" dans la rubrique pièces de la consultation.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

Some candidates have already been selected (if appropriate under certain types of negotiated procedures): no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of the criteria stated in the specifications or in the invitation to tender or to negotiate

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting entity

GS-DSI-14-123

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

Notice on a buyer profile

Notice number in the OJ S: [2014/S 115-203638](#) of 18.6.2014

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents

(except for a DPS)

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

2.9.2014 - 17:00

IV.3.5. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

IV.3.7. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

Les dossiers de candidature doivent être constitués de tous formulaires, documents, éléments

demandés (complets & complétés) et impératifs. Toute candidature qui ne contient pas l'ensemble des documents demandés en III.2.1, III.2.2 et III.2.3 pourra être jugée non recevable et écartée sans analyse.

Rappel du contenu du dossier de candidature:

- dossier administratif,
- dossier capacité économique et financière (conformément à l'article III.2.2: si nécessaire),
- dossier capacité technique et professionnelle

Les candidatures doivent être transmises pour au plus tard date et heure indiquées IV.3.4.

Les candidatures peuvent être remises soit sous format :

- électronique via la plateforme PLACE au lien suivant : <http://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> 2014-PNE-XXDSI-003-C.
- papier.

En cas de transmission papier, les documents seront fournis dans un dossier complet cacheté dans une enveloppe scellée contenant :

- 1 exemplaire papier, intégrant l'ensemble des pièces demandées,
- 1 version sur support électronique clé USB ou CD-ROM, intégrant l'ensemble des pièces demandées.

En cas de contradiction ou d'incohérence entre la version papier et la version contenue sur le support électronique et en cas d'incomplétude de la version électronique, RFF se fondera exclusivement sur les mentions contenues dans la version papier.

Néanmoins, conformément à l'article 28 du décret n° 2005-1308 du 20 octobre 2005, l'ensemble des candidats pourront être invités à régulariser leur dossier de candidature, selon les formes, modalités et délai de réponses précisés dans la demande de régularisation.

En cas de remise papier, ils doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par porteur contre récépissé à l'adresse et destinataire indiqués en I.1.

Les plis papier devront être rédigés comme suit :

Direction du système d'information

ERTMS BIM 01

GS-DSI-14-123

Appel à candidature

A l'attention de Monsieur Dominique VANDAME

avec la mention "ne pas ouvrir avant date d'ouverture des plis"

En cas de remise sous format électronique sur la plateforme PLACE, les candidats devront respecter les indications suivantes :

Pré-requis techniques de transmission par voie électronique : avant la transmission de sa candidature, le candidat doit prendre connaissance des pré-requis techniques nécessaires. Un test de configuration des postes de travail est disponible sur la plateforme PLACE. Il permet d'effectuer une réponse électronique réelle avec des fichiers de test afin de valider le bon fonctionnement du poste de travail.

Dans le cas d'une transmission sur support électronique, les documents seront signés au moyen d'un certificat et d'un logiciel de signature électronique, garantissant l'identification du candidat. Les catégories de certificats de signature utilisés pour signer électroniquement doivent notamment être conformes aux exigences de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics et aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés (XAdeS, CAdeS ou PAdeS). Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Le dépôt d'une candidature (DC1 ou équivalent) signée électroniquement sur le profil d'acheteur est obligatoire.

Attention, pour rappel la signature d'un fichier zip ne vaut pas signature du document.

Copie de sauvegarde (en cas de remise de la réponse par voie dématérialisée) : à l'appui de l'envoi dématérialisé de sa candidature et de son offre sur le site www.marchespublics.gouv.fr, le candidat a la faculté de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB,...) ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures et envoyée à l'adresse ci-dessous, dans un pli scellé comportant les mentions ci-dessous.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'une candidature ou une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais.
- dans le cas où le dossier d'un candidat contient un programme malveillant.

Attention, il est à noter:

- que les plis remis sous format courriel électronique ne sont pas acceptées,
 - que les plis réceptionnés après la date et heure fixée à IV.3.4. ne seront pas ouverts.
- Toute demande d'information complémentaire doit arriver au plus tard le 08/08/2014 avant 17:00 et transmise via l'adresse mentionnée à la rubrique I.1°) « Point(s) de contact / E-mail » du présent avis, ou via la plateforme PLACE au lien suivant : <http://www.marchespublics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> sous la référence 2014-PNE-XXDSI-003-C, sous peine de ne pas être traitée.

Les réponses apportées seront à consulter sur le profil d'acheteur de RFF au lien suivant : <http://www.marchespublics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> sous la référence 2014-PNE-XXDSI-003-C.

Après avoir cliqué sur l'action "Accéder à la consultation", cliquer sur le lien "en savoir plus sur la consultation" dans la rubrique pièces de la consultation.

Organisation de la consultation

La consultation se décompose en deux phases :

- phase candidature ou appel à candidater : aucun document ne sera transmis par RFF à ce stade (excepté le questionnaire téléchargeable).
- phase consultation ou appel à soumissionner des candidats retenus : la date d'envoi prévisionnelle du dossier de consultation des entreprises est estimée à septembre 2014.

Un nombre de 3 candidats, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures (et de candidatures admissibles), sera sélectionné au stade de l'analyse des candidatures sur la base des éléments et critères mentionnés III.2.1, III.2.2, III.2.3.

Les candidats qui auront été sélectionnés seront admis à participer à la phase de consultation, après signature d'un engagement de confidentialité, et recevront le DCE en vue de constituer une offre technico-financière.

Le nombre de titulaires est de 2 opérateurs couvrant chacun l'intégralité du périmètre du marché.

Date de notification prévisionnelle du marché estimée à novembre 2014.

Réseau Ferré de France se réserve la possibilité de procéder, le cas échéant, à des achats complémentaires, conformément aux dispositions de l'article 40.3 de la directive 2004/17/CE.

Toutes dates-heures prévisionnelles (à l'exception de la date et heure limite impérative de remise de candidature IV 3.4) mentionnées, constituent des ordres de grandeur et délais prévisionnels communiqués à titre purement indicatif et non engageant pour RFF.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris Cedex 04

Postal code: 75181
Country: France
E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr
Telephone: +33 144594400
Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy
Town: Paris Cedex 04
Postal code: 75181
Country: France
E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr
Telephone: +33 144594400
Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

VI.5. Date of dispatch of this notice

23.7.2014